



Une réalisation collective dans les Laurentides

Le projet Inter-Centre offrira un circuit de grande randonnée

Mis à part le ski alpin, le golf et le tennis, il ne se passait pas grand chose en matière d'activité de plein air populaire dans la région du Mont-Tremblant. Aussi, le service des sports de l'UQAM, de concert avec divers organismes à buts sociaux et touristiques des Laurentides, dont les conseils régionaux de loisirs, a-t-il entrepris dès février 80 une démarche auprès de tous les intéressés au plein air de ce beau coin du Québec pour leur faire prendre conscience du bien-fondé d'un projet de grande randonnée au Mont-Tremblant.

Un groupe de travail était formé en avril. Et, au mois de juillet, on présentait le projet Inter-Centre au gouvernement du Québec, qui a accordé une subvention de 200 000\$ à l'aménagement.

Serpentant à travers un magnifique site de forêts montagneuses, un sentier de 150 km offrira un circuit reliant Saint-Donat, Val-des-Lacs et Lac Supérieur. Balisé, entretenu et entièrement sécuritaire, le trajet est jalonné de sorties-entrées, de bretelles comme on dit en langage routier. Ce qui permettra le choix de la grande randonnée, d'une durée d'une

semaine, ou de mini-circuits d'une journée. On pourra en effet rejoindre le sentier principal ou le quitter par plusieurs points d'accès. Le long du parcours, refuges, haltes et abris se relaient sur des distances de 10 à 15 km. Par les sorties-entrées, il sera toujours facile de rejoindre les entreprises dites de service, soit les auberges, les hôtels, les bases de plein air, dont le Centre d'accès à la nature (responsable: M. Pierre Lassonde), les restaurants et les magasins d'alimentation.

Ce nouveau sentier se branchant sur le circuit déjà existant

dans le parc du Mont-Tremblant, le parcours total ainsi offert au public atteindra près de 260 km. Résultat d'une collaboration du service des sports de l'UQAM, d'associations de loisirs et de tourisme locales, ainsi que de trois municipalités, cette entreprise collective se présente comme une solution de rechange aux possibilités des Adirondacks. Désormais, il ne sera plus nécessaire d'aller aux Etats-Unis puisque l'équivalent en capacité de services de plein air pour le ski alpin et la randonnée pédestre existe ici même au Québec. C.A.

Raymonde Chaussé élue présidente du SEUQAM

Sur le millier de syndiqués qui avaient droit de vote, 560 employés de soutien ont porté, mercredi dernier, mille **Raymonde Chaussé** (du service des sports) à la présidence de leur syndicat; celle-ci a obtenu 205 votes, Jean-Pierre Gory et Serge Boileau, candidats au même poste, ont récolté respectivement 197 et 155 votes. Trois bulletins furent annulés.

Seule candidate au poste de secrétaire, Mlle **Lise Gallant**, (du service des bibliothèques) s'est vue accorder le mandat par une forte majorité: 473 pour, 36 contre.

Un
amendement
au règlement
sur la sécurité
des personnes
et des biens

- page 2



Du côté des costumes, étape essai-ge! De gauche à droite: Martine Gaudreau, étudiante au module; Anne-Marie Tremblay, conceptrice visuelle; Luce Guilbault, metteur en scène.

«Un espion à l'assemblée des femmes»

Au temps des «pique-niques sur l'Acropole», les femmes, venant des quatre coins du pays se réunissaient entre elles les 11, 12 et 13 octobre de chaque année, sur la colline de Pnix, dans le temple du Thesmophorion. Interdites aux hommes, ces fêtes annuelles étaient pour les femmes l'occasion rêvée de se purifier, de jeûner (pour un plus grand plaisir, non par austérité), de donner libre cours à leurs fantaisies, de délibérer.

Pour notre plus grand plaisir, aussi pour donner libre cours à leurs fantaisies, 19 comédiens et comédiennes du module d'art dramatique recréeront les 11-12-13 et 14 décembre prochain «**Les thesmophories**» d'Aristophane ou, selon l'adaptation libre de l'auteur bien connue Louky Bersianik, «**Un espion à l'assemblée des femmes**». Depuis septembre, (la suite en page 2)



A l'avant plan, de g. à d.: Armande Lebeau, Catherine Passerieux, Armand Saint-Onge, bibliothécaires de référence.

Explosion de clientèle à la bibliothèque

Un midi où l'achalandage était particulièrement marqué à la bibliothèque centrale, quelqu'un a lancé la boutade: «Ici, la clientèle augmente à vue d'oeil». Si on se réfère à un relevé statistique de la bibliothèque, on note qu'en effet le taux de fréquentation a grimpé étonnamment. Par exemple, au mois d'octobre 1978, on enregistrait la présence de

10 363 personnes à la bibliothèque centrale; ce chiffre passait à 71 079 en octobre 1980.

Ce va-et-vient accru, et cette animation quasi constante, a créé un climat qui ne semble pas déplaire à une bonne partie du personnel. «C'est enthousiasmant et beaucoup plus vivant», souligne-t-on. Reste que cette (la suite en page 2)

Règlement sur la sécurité des personnes et des biens

Le lundi 24 novembre, le Conseil d'administration de l'UQAM adoptait à l'unanimité un amendement au règlement numéro 10 concernant la sécurité des personnes et des biens.

Proposé par le vice-recteur à l'administration et aux finances, M. Jean Brunet, appuyé par le recteur, M. Claude Pichette, l'amendement est libellé comme suit:

Article 11: vandalisme et actes malveillants

Si les dommages ou sévices sont causés délibérément par un membre du personnel ou un étudiant de l'Université, ou à un membre du personnel ou à un étudiant, l'Université pourra, outre les recours que la loi lui permet, poser les gestes sui-

Un amendement

vants:

— dans le cas d'un étudiant, soit l'exclure définitivement de l'Université, soit le suspendre pour une période dont la durée sera déterminée en fonction de la gravité de l'offense et des dommages causés;

— dans le cas d'un membre du personnel, soit le congédier, soit le suspendre pour une période dont la durée sera déterminée en fonction de la gravité de l'offense et des dommages causés.

«Le Conseil par cette mesure a

voulu se donner le pouvoir de décréter des sanctions contre le membre du personnel ou l'étudiant qui commet des actes de vandalisme aussi bien que des assauts sur la personne», déclarent le vice-recteur, M. Brunet, et le secrétaire-général de l'UQAM, Me Pierre Brossard. A leur avis, il s'agit là d'un ajout au règlement qui permet à l'établissement de s'équiper pour se défendre: «L'Université s'est d'abord donné un règlement «tendre», à caractère préventif. Comblant désormais une lacune à sa réglementation,

elle pose un geste d'équité; elle se pourvoit d'un moyen supplémentaire pour pouvoir sévir; elle passe du préventif au curatif. L'Université ne peut laisser commettre des agressions contre les gens. De plus, mandataire du bien public et responsable vis-à-vis des citoyens contribuables, l'UQAM pourra dorénavant recourir à la contrainte pour protéger ses meubles du vandalisme. Pareils actes sont susceptibles de constituer une source de dangers pour les usagers: fils électriques à découvert, tuyauterie crevée, murs et parois de soutènement déséquilibrés, sorties d'incendie ne répondant plus aux normes municipales par rapport aux espaces. Pareils actes enfin entraînent des dégâts dont l'évaluation se

chiffre par un montant X de moins dans l'enveloppe budgétaire générale. Autant de sommes d'argent soustraites aux secteurs d'activité qui en ont besoin, que ce soit l'enseignement et la recherche ou les services de soutien. Car il n'y a pas de budget prévu pour ça.

«Enfin, les procédures de nature judiciaire sont toujours là — recours au civil, recours au criminel — à la différence qu'à partir de maintenant, il y a gradation dans les sanctions. Amener les gens de l'UQAM à être plus conscients de leurs responsabilités collectives, tel est le sens du nouvel amendement. D'ailleurs, de semblables dispositions existent dans toutes les institutions comme la nôtre.»

C.A.

l'uqam bloc-notes

Musique: concerts-examens

Le public est invité à des concerts-examens mettant en vedette des étudiants(es) inscrits en musique à l'UQAM.

• **Mercredi, 17 décembre:** Michel Desrosiers (clarinette), et Micheline Camirand-Houde (chant);

• **Judi, 18 décembre:** Normand Dubé (guitare), et François Leduc (alto).

Les concerts ont lieu en la salle Marie-Gérin-Lajoie, à 20 heures. L'entrée est gratuite.



Bourse McAbbie

Anne-Marie Berthiaume, étudiante en arts plastiques, s'est vu remettre une bourse de 1 000\$ de

la fondation Mc Abbie pour la qualité et l'originalité de ses travaux personnels. En particulier, pour sa création d'environnement réalisée en plein air qui s'intitule: «Infiltration: parties de sol formant une île». Deux autres étudiants ont reçu une mention spéciale pour leurs travaux: Jacques Leclair et Diane Giguère.

Garderies: on affiche complet

Les trois garderies affiliées à l'UQAM, ont fonctionné tout l'automne à pleine capacité et elles s'apprentent à continuer de même après les vacances de Noël. Pas une petite place de disponible à la session d'hiver; plus encore, on a déjà commencé à dresser les

listes pour septembre prochain. A noter toutefois que la garderie-campus (pavillon Hubert-Aquin) fait du dépannage «à la journée» et offre des services le weekend pour les enfants des participants à des symposium ou colloques.

Les trois garderies (pavillon Lafontaine, arts 4 et Hubert-Aquin) ferment leurs portes le 19 décembre pour les rouvrir le 5 janvier.

Explosion de clientèle...

(suite de la page 1)

«explosion de la clientèle» ne va pas sans problèmes. Problèmes ressentis plus particulièrement par le personnel affecté au «service à la clientèle». C'est le cas des bibliothécaires de référence.

Ces bibliothécaires sont quatre. Quatre seulement pour répondre à la demande qui se fait toujours plus grande. Etant dans l'impossibilité d'accorder à chacun «selon ses besoins», ils disent aller au plus pressé. «On ne fait plus vraiment de référence, dit l'un d'eux, Armand Saint-Onge, on se contente de donner des éléments de réponse».

Pour sa part, Armande Lebeau, craint de «devenir hôtesse d'accueil». Elle explique qu'une grande partie de son temps passe à donner de l'information sur les horaires, la signalisation.

Catherine Passerieux parle des longs moments passés à expliquer le fonctionnement des terminaux (BADADUQ). «Il n'y a pas un usager sur trois qui sait manier les ordinateurs. Chaque jour, des dizaines de listes informatisées se retrouvent dans le panier. Inutilisées, inutilisables. Il faudrait un technicien («interface») pour aider les gens. Le temps que nous perdons à ce travail, nous ne le consacrons pas à notre véritable tâche qui est d'aider, de guider les étudiants-usagers dans leur recherche en bibliothèque».

Outre les services à la clientèle, les bibliothécaires de référence voient à la mise à jour des collections — ouvrages, documents, périodiques, etc. — de 18 départements en sciences humaines et en lettres. Chacun des bibliothécaires entretient des liens avec un groupe de départements.

Par ailleurs, ces bibliothécaires préparent des guides à l'intention des usagers.

«Bien sûr, disent-ils, nous ne pouvons plus mener à bien toutes ces tâches. Pris que nous sommes à répondre aux demandes des usagers, au comptoir de la référence. Sans compter que nous ne sommes présents à la bibliothèque que du lundi au vendredi,

entre 8h30 et 19h30. Il y a donc beaucoup d'étudiants à temps partiel qui ne profitent pas de nos services (ceux qui ne peuvent venir à la bibliothèque que le soir, après 20 heures, ou le weekend).»

Stressés, les bibliothécaires de référence? Ou dépassés par la

nouvelle situation? «On prend les choses une à une. On fait ce que l'on peut. Mais, avec les mêmes ressources, il sera de plus en plus difficile d'être de véritables supports à l'enseignement et à la recherche».

Hélène S.



Une joyeuse équipe!

Montréal Campus entre l'uqam et l'Unité

Une déclaration d'amour à la rue Ste-Catherine, une nouvelle «sensation» sur la caisse pop à hold-up, ARC et Marilyn French faisaient la «une» du premier numéro de Montréal-Campus. Ce tout nouveau journal étudiant, bi-mensuel de format tabloïd, fut distribué lundi dernier aux passants et aux badauds sur la grande place du Jasmin, à grands renforts de bière et d'accordéon. Ce qu'il contient: des informations générales sur l'Université et le quartier, des comptes-rendus et reportages, des faits divers, des entrevues, des textes d'émotions et d'atmosphère, et pour subsister, des annonces publicitaires. Ce qu'il ne contient pas: des analyses, des commentaires, des éditoriaux. «Graduellement, de commenter le directeur et rédacteur en chef, M. Yvon Brossard, nous pourrions améliorer le contenu et le contenant. Nous avons d'abord une formule à roder, assez souple pour permettre la relève, le temps venu.»

Celui-ci est étudiant-stagiaire en communication, option journalisme. Avec Johanne Babin, responsable à la publicité, il est employé par le journal pour assurer la permanence. Une quinzaine de collaborateurs bénévoles, la plupart étudiants au même module, ont contribué à la concrétisation de ce projet dont l'initiati-

ve revient à M. Roch Côté, professeur au département des communications, qui a en outre conçu la maquette du journal. Seuls les photographes ont reçu un dédommagement, histoire de défrayer le coût du matériel utilisé. «Avec les recettes tirées de la publicité, précise M. Brossard, nous serons bientôt en mesure de payer les étudiants-pigistes qui veulent travailler comme journalistes. Modestement, mais tout de même.»

Car ce périodique se veut avant tout un lieu d'apprentissage privilégié, un service. «Nous voulons d'abord donner aux étudiants en journalisme la chance d'être publiés, de commencer à pratiquer leur métier.» Ce qui n'exclut nullement, précise-t-il, la collaboration d'étudiants d'autres modules.

Montréal-Campus s'adresse à l'ensemble des étudiants de l'Université. «Il y a place, dans l'institution, pour une telle publication qui se situe à mi-chemin entre le journal l'uqam et l'Unité.» Tiré à quelque 5000 exemplaires, ce dernier-né des périodiques de l'UQAM prendra place sur les présentoirs deux fois par mois. Compte-tenu des vacances de Noël, le prochain numéro paraîtra le 12 janvier.

C.G.

«Un espion...» (suite de la page 1)

Mme Luce Guilbeault, chargée de cours au rassemblement théâtre et danse, a dirigé leurs travaux; Mme Judith Chevalier, ex-étudiante au module, l'a secondée.

«La trame de fond, explique Mme Chevalier, c'est les thesmophories. Mais en juxtaposition, c'est aussi l'histoire d'Eurypide, rival d'Aristophane, que celui-ci tente manifestement de «descendre» dans sa pièce. Il a imaginé à cet effet qu'Eurypide avait envoyé un espion à l'assemblée des femmes pourtant bien gardée par un prytane dont la fonction était de chasser les inopportuns. C'est durant la deuxième journée de la réclusion des femmes que tout se joue (jour de jeûne), autour de l'intrusion de l'espion. Les femmes ont alors à décider du sort d'Eurypide.»

«Que de telles décisions reposent entre les mains des femmes, poursuit l'assistante, c'était révolutionnaire, ce l'est encore aujourd'hui. Je ne dirais pas qu'Aristophane était féministe, mais Louky Bersianik n'aurait jamais accepté de travailler sur un texte qui ne respecte pas sa démarche résolument féministe.»

Difficile production pour les étudiants qui y consacrent, depuis le début de la session, plus de 10 heures par semaine. La plupart doivent y tenir deux ou trois rôles, sans compter leur participation aux chœurs, dans la plus pure tradition du théâtre grec.

Selon Mme Guilbeault, «Un espion à l'assemblée des femmes» fait la preuve qu'il est possible à l'UQAM de faire quelque chose d'intéressant en colla-

boration avec d'autres modules, d'autres départements et d'élargir ainsi la notion de théâtre. Mme Michèle Fèvre, directrice du module de danse, a conçu la chorégraphie; des trois musiciens qui accompagnent les comédiens, deux sont du module de musique; tous les personnages de la pièce ont été travaillés à partir de l'approche psycho-mythologique de Mme Ginette Paris, du département de communication, et de son travail sur les archétypes; Mme Anne-Marie Tremblay, avec un budget des plus minces, a réalisé la scénographie.

Les représentations auront lieu en la salle Marie-Gérin-Lajoie à 20h30. L'entrée est libre.

D.N.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'uqam

Vol. VII, no 13
8 décembre 1980

publié par section information Université du Québec à Montréal Case postale 8888, Succursale «A» Montréal, Qué. H3C 3P8

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

Tél.: 282-6179

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: deuxième semestre 1980
Bibliothèque nationale du Québec

Organisation de l'espace

La ville a besoin d'aménagement; la campagne, de développement

La voix du Québec rural se fait rarement entendre à l'UQAM, institution de par sa vocation et sa situation physique toute dévouée à l'urbain. Bernard Vachon, professeur de géographie, fait un peu figure d'exception à cet égard. Non seulement, fait-il de l'espace rural le cœur de son enseignement et de sa recherche, mais il en a fait sa vie. Agriculteur à temps partiel dans l'arrière-pays de l'Est québécois, il a en même temps épousé la cause de ceux avec qui il partage les grandeurs et les misères.

Bernard Vachon suit de près, et depuis un bon moment, les législations qui concernent la protection et l'aménagement du territoire rural. S'il a applaudi la venue d'une loi sur le zonage agricole et parle avec enthousiasme de la plus récente loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il s'interroge aujourd'hui sur leur application.

Récemment, lors d'une rencontre régionale, qui mettait en présence des agents du gouvernement, des municipalités urbaines et rurales, il a parlé de la nécessité d'une pratique de planification et d'aménagement du territoire en milieu rural. «C'est là un monde inconnu que l'on associe au monde urbain.»

A son avis, si la ville a besoin d'aménagement, plusieurs campagnes ont besoin de développement. «Ce n'est pas tout de réclamer la sauvegarde de l'espace rural. Comment envisage-t-on son développement, son avenir dans la société qui change, son articulation avec le milieu urbain? A-t-on seulement reconnu que l'espace rural d'aujourd'hui ne correspond plus à l'espace agricole d'hier mais est devenu un milieu extrêmement diversifié où se manifestent des signes de plus nombreux de la diffusion urbaine au milieu desquels l'activité agri-

cole n'est plus, bien souvent, qu'une activité parmi d'autres». Ce qui amène Bernard Vachon à poser la question:

«La présence du capital urbain en milieu rural est-elle toujours une entrave et jamais une ressource à la survie des campagnes?» Il faut établir des stratégies de développement en milieu rural, mais en évitant que les villes imposent leurs vues et leurs principes d'aménagement aux campagnes.

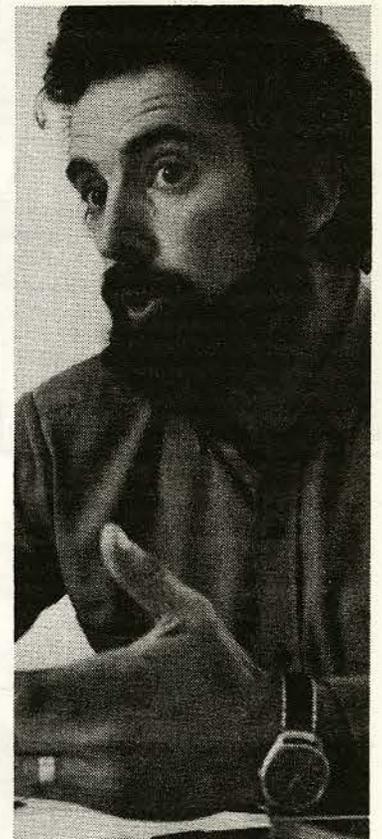
«Lorsqu'on remplace les lois du marché par des interventions à caractère public dans le processus de l'organisation de l'espace, c'est de la géographie volontaire que l'on fait et se pose alors la délicate question des buts et des objectifs des actions d'intervention. La planification du territoire, ce n'est pas un exercice intellectuel, c'est un geste politique au bénéfice de la population. Qui se doit de réléter et d'encaisser les

valeurs sociales et culturelles dans la recherche de la satisfaction des besoins des communautés».

Bernard Vachon précise que dans l'arrière-pays de la Gaspésie («un pays superbe, chaleureux, valeureux») mais en déperissement, ce qui préoccupe les gens et les autorités locales, c'est le manque d'emplois, l'exode des jeunes, le vieillissement de la population. «Politiques de développement et d'aménagement doivent être les nouveaux défis des municipalités rurales sans lesquelles la défense de l'intégrité de leurs territoires ne pourra pas s'affirmer».

Bernard Vachon conclut en suppliant les politiciens et hauts fonctionnaires d'aborder l'espace rural québécois avec des «yeux différents de ceux des touristes en quête d'espaces naturels et bucoliques».

Hélène S.



Bernard Vachon anime un séminaire de maîtrise sur le thème «espace et rapports sociaux en milieux urbains et ruraux».

Recherche en psychologie

Nier la mort ou l'apprivoiser?

Les jeunes adultes étant une tranche de population peu connue et la mort, une réalité vieille comme le monde à laquelle même les sciences psychologiques opposent un froid déni, il n'en fallait pas plus pour que Mme Madeleine Galarneau-Petitclair, en les réunissant, y puise le titre de sa thèse de maîtrise: «La relation entre l'attitude face à sa propre mort et le niveau de l'accomplissement chez des étudiants universitaires de 20 à 25 ans».

A cause du jeune âge des interrogés, à cause surtout de leur statut social (ils sont aux études, n'ont pas encore vraiment de responsabilités, leurs projets de vie sont flous), malgré une expérimentation des plus rigoureuses, Mme Galarneau-Petitclair n'a pu infirmer ou confirmer son hypothèse de base à savoir que plus l'attitude d'un individu face à la mort est positive, plus haut est son niveau d'accomplissement. Mais ses recherches lui ont tout de même beaucoup appris.

Des vingt-et-un étudiants en lettres de l'Université de Montréal rejoints pour les besoins de la



Mme Madeleine Galarneau-Petitclair

cause, près de la moitié perceivent leur mort comme la perte de contact avec les gens qu'ils aiment, d'où la douleur; d'autres n'y voient que le vide total, la fin de tout, et c'est l'angoisse; ceux qui parlent d'un simple passage

d'une situation à une autre manifestent de l'apathie ou de l'indifférence. Certains se voient vieillissants, d'autres n'arrivent pas du tout à s'imaginer avec des cheveux blancs. Pour tous, la mort apparaît si lointaine que Mme

Galarneau-Petitclair ne peut s'empêcher de réagir.

«Dans nos sociétés occidentales, nord-américaines, on occulte la mort. On en parle ni avant, ni pendant, ni après. On nie même la souffrance: on a peur de l'amour, peur de créer des attachements car on a peur de souffrir en cas de perte ou d'abandon. On a de moins en moins de contact avec la vieillesse, à fortiori avec la mort. Les gens meurent de moins en moins chez eux; dans les hôpitaux, on isole les mourants. On masque la mort, on la maquille: on donne à nos cadavres des allures de vivant. Au lieu de les rendre significatifs, on a fait de nos rites funéraires des moments superficiels. Quand permet-on aux survivants de vraiment faire leur deuil? Dans les sous-sols de nos salons funéraires, le plus loin possible de nos morts?»

Avec conviction, Mme Petitclair poursuit: «Considérer que notre vie a une fin, et que cette fin est peut-être pour demain, nous invite à vivre plus intensément. Faire face à notre propre mort, c'est nous obliger à choisir. Si on avait

un peu plus le sens de la finitude, on perdrait peut-être un peu moins de temps.»

Etrange: cette réalité de toujours représente pour la psychologie moderne un champ de recherche nouveau. Les psychologues, qui n'en soufflent mot, ne sont donc pas à l'abri des tabous de leur temps. «Il fallait entendre les réactions de mes collègues», observe Mme Galarneau-Petitclair; ils n'en revenaient pas: pourquoi avoir choisi un sujet aussi macabre? De toutes mes années d'étude en psycho, un seul professeur a abordé la question dans ses cours, M. Paul Frappier; c'est d'ailleurs pour cette raison que je lui ai demandé de diriger mes travaux.»

Même si elle n'a pas fourni d'éléments nouveaux à la Connaissance, la réflexion de Mme Galarneau-Petitclair lui aura permis d'accomplir un deuil qui ne demandait qu'à s'accomplir depuis plus de 20 ans. Tout en disant avoir respecté les exigences d'une démarche scientifique, elle avance l'idée d'une thèse-thérapie...

Denise Neveu

«Pour des conditions de vie décentes: action collective»

Quand les familles monoparentales québécoises cesseront-elles de tirer le diable par la queue? Que coûte à l'Etat, aux plans économique et social, leur lutte quotidienne pour la survie? A quand des mesures sociales adéquates destinées à remédier à la situation? Ces questions-revendications, formulées par les auteurs d'une recherche menée auprès de 1000 familles réparties dans 9 régions du Québec, demeurent sans réponse. Il s'agit de Nancy Guberman, professeur en travail social, Jocelyne Lamoureux, professeur en animation et recherche culturelle, qui ont réalisé cette étude en collaboration avec Suzanne Lamont, professeur au Collège Algonquin d'Ottawa. Une initiative du Carrefour des associations de familles monoparentales du Québec financée par la Direction générale de l'éducation des adultes.

Cette recherche, intitulée «Pour

des conditions de vie décentes: action collective», visait à évaluer les besoins en éducation populaire des familles monoparentales, membres des associations du Carrefour. Première constatation: loin de s'améliorer, les conditions de vie et la situation économique précaires de ces familles, maintes fois décriées, se détériorent d'année en année. Sans compter l'aggravation des problèmes sociaux, familiaux et affectifs qu'engendre un tel état de fait.

Voici, chiffrées, quelques données révélatrices: les trois-quarts des familles monoparentales ont un revenu annuel sous le seuil de pauvreté — la moitié gagnant moins de 5 000\$ par année, et plus du quart entre 5 000\$ et 10 000\$; celles dirigées par une femme sont davantage défavorisées, 84.5% ayant un revenu annuel de moins de 10 000\$, et 55.6%, de moins de 5 000\$; 61.7% de ces femmes ont dû recourir à l'aide



L'équipe du C.A.F.M.Q., lors du lancement.

sociale pour subsister, ne recevant aucune pension alimentaire; dans 41.7% des cas, l'ex-conjoint est parti sans laisser d'adresse; 87.7% des familles du Carrefour sont dirigées par une femme; de plus, l'âge moyen des parents uniques est de 44 ans et ils ont en moyenne 2.4 enfants à charge (dans certaines régions comme

l'Abitibi, ce nombre est de 5).

Fait à souligner, plus de 90% des répondants souhaitent l'implication de leur organisation en tant qu'agent de changement social. Outre l'éducation populaire, les terrains privilégiés à cet égard sont d'abord l'aide sociale, puis les politiques touchant directement la famille: protection de la

jeunesse, réforme du droit de la famille, pensions alimentaires, divorce, logement.

Pour le Carrefour qui vient de jeter un nouveau cri d'alarme sur le sort réservé à ses membres, le mandat est clair!

C.G.



«O parade» avec les étudiantes du module de danse

Un spectacle de danse contemporaine a mis en scène 23 étudiantes du module théâtre et danse, la semaine dernière, dans une production intitulée «O parade» (salle Marie-Gérin-Lajoie, pavillon Judith-Jasmin). Pendant quatre soirées consécutives, elles ont présenté gratuitement cette «célébration», toute en mouvements et en couleurs, inspirée quelque peu des fêtes japonaises où chacun participe du geste ou

des yeux. Cette production, la deuxième du genre depuis l'ouverture du module à l'automne 79, a été réalisée dans le cadre d'un cours offert par Mme Linda Rabin. Celle-ci a conçu et dirigé le travail chorégraphique en faisant appel systématiquement à la créativité et aux suggestions des étudiants. Initiative qui visait, notamment, à leur donner l'expérience de la scène, tout en leur offrant la possibilité de vivre les

nombreux «à-côté» d'une production: conception et confection des costumes, maquillage, organisation matérielle du spectacle, publicité, décors, etc.

Soulignons enfin la contribution originale du compositeur Vincent Dionne pour la musique, et de Jean Gervais pour l'éclairage. Et aussi, l'assistance financière de l'institution (5,740\$).

C.G.



Les initiateurs du projet, dans l'ordre habituel: Kristian Tremblay, Réal Breton et Mario Tremblay.

Prévue pour mars 81

Une semaine culturelle inter-modulaire

Semaine culturelle de tous les modules de l'UQAM du 9 au 13 mars prochain, et que ça bouge! Le service d'animation socio-culturelle qui en supervisera la réalisation a retenu à cette fin les services de trois étudiants stagiaires; c'est dire avec quel sérieux il envisage cette vaste entreprise de communication.

Car pour Kristian Tremblay, Réal Breton et Mario Tremblay, il s'agit bel et bien d'une provocation à la communication: «Il y a plus de 40 modules à l'UQAM. Que savons-nous d'eux? A peine sommes-nous au courant des activités modulaires dans notre pavillon ou sur notre propre étage. Le dernier sondage CROP disait que 68% des étudiants ne participaient jamais aux activités culturelles; ce n'était pas une révélation, ça fait longtemps que les étudiants se plaignent d'un manque de contact.»

L'objectif premier de cette semaine qui, l'espère-t-on, sortira de l'ordinaire, est donc d'amener le plus grand nombre de modules à exprimer, sur la place publique, (le complexe Jasmin-Aquin s'y prête à merveille) le contenu de leurs champs d'étude, la spécificité de leurs recherches. Puisqu'il s'agit pour chacun d'eux d'étaler au grand jour leur personnalité propre, les organisateurs s'attendent à des productions originales, vivantes, dynamiques, de tous formats, de toutes espèces.

Si les projets de participation collective retiendront surtout l'attention, les initiatives individuelles ne seront pas découragées pour autant. Si la vulgarisation

des champs d'étude constitue une priorité, les diverses formes d'expression culturelle (spectacles, concerts, danse, musique) qui peuvent jaloner la vie modulaire seront aussi les bienvenues. «La coordination ne signifie pas l'ingérence, assurent les trois stagiaires. Chaque module aura son autonomie.»

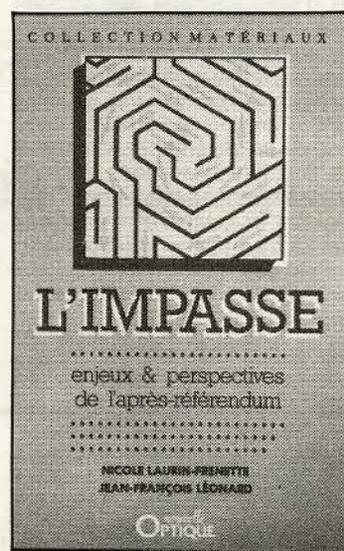
Rejoints par leur conseil de module, la plupart des modules ont applaudi à l'idée d'une semaine culturelle. Bien peu ont déjà présenté un projet de participation mais d'ici le début janvier, plusieurs ont l'intention de le faire. Le SASC offre, en plus des services d'animation, le soutien technique aux modules qui en feront la demande (sonorisation, éclairage, coût de location des salles, machinistes, etc). Chaque module doit assurer les autres frais de participation quoique les PVM (projets d'action modulaire) peuvent leur donner un bon coup de pouce.

En plus de promouvoir les liens culturels à l'intérieur même de l'UQAM, pour être une réussite, la semaine culturelle 81 devra aussi franchir les murs de l'Université. Les étudiants des cégeps et des autres universités montréalaises, la population environnante et le grand public seront invités à prendre de la sorte le pouls de cette université dite populaire dont les modules forment le coeur.

Mario Tremblay, Kristian Tremblay, Réal Breton peuvent être rejoints au local J-M240. Au téléphone: 282-3581.

D.N.

les gens d'ici



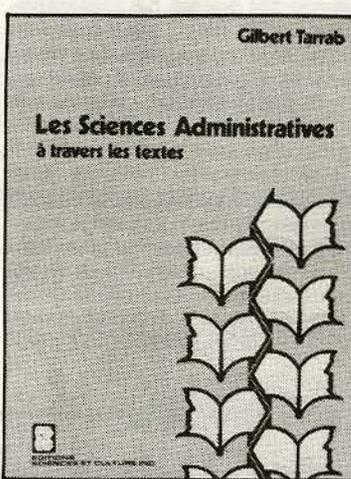
«Flashback: la sinistre rumeur, lueur de l'écran référendaire... Chacun pour soi se remémorera l'attente, l'angoisse, l'impatience, la curiosité, l'indifférence, le tourment, l'étonnement, le dépit, la rage, l'abattement... Notre projet était modeste: donner la parole à des gens qui pourraient peut-être conjurer certains excès de cette peur, de cette impuissance collective... Des femmes et des hommes dont le métier, la situation, l'expérience et l'engagement les placent à la charnière de la théorie et de la pratique du projet révolutionnaire... Des gens dont le milieu social et politique représente l'envers et la contradiction de l'univers officiel et télévisé qui passe pour la réalité. Des gens, par conséquent, dont l'écran référendaire aura rarement ou jamais reflété l'image, répercuté l'opinion.»

Dans l'introduction qu'ils signent au recueil dont ils ont assuré la direction: «L'impasse — enjeux & perspectives de l'après-référendum», Mme Nicole Laurin-Frenette (anciennement de l'UQAM, maintenant du département de sociologie de l'U de M) et M. Jean-François Léonard (du département de science politique) justifient ainsi le choix des dix collaborateurs dont les textes expriment leur interprétation de la participation de la gauche aux événements récents, et leurs perspectives sur le changement social, politique et culturel dans la conjoncture actuelle du Québec.

La liste des auteurs indique à quel point les témoignages reflètent des options idéologiques diverses, des expériences militantes et des engagements politiques très diversifiés: Andrée Bertrand-Ferretti, Claire Brassard (chargée de cours à l'UQAM), Yvon Charbonneau, René Lachapelle, Gérald Larose, André Leclerc, Patricia Provencher, Dimitri Roussopoulos, Jean-Pierre Sansfaçon et Pierre Vallières.

L'ouvrage a été publié le 24 novembre dernier aux Editions Nouvelle Optique, collection Matériaux.

D.N.



Il est semeur. Il se fait glaneur. Il délaisse un instant la plume agile qui ne tarit pas d'un ouvrage à l'autre, pour cette fois regrouper en volume des écrits sur le management. Dans «Les sciences administratives à travers les textes» (Editions Sciences et Culture, Montréal, 1980), M. Gilbert Tarrab, professeur au département des sciences administratives, reprend, trie, puis réarrange didactiquement des textes qu'il a publiés dans des journaux et revues. Il en ajoute des inédits.

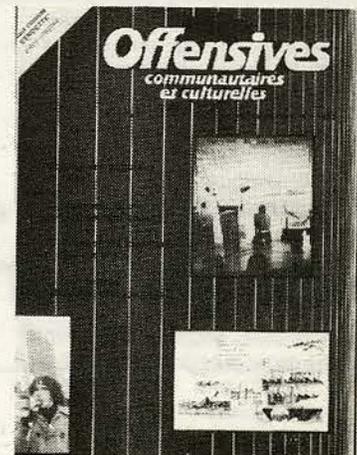
L'ouvrage de 215 pages se scinde en deux grandes parties. Organique, la première regroupe cinq contributions aux sciences administratives. Au problème de la rétribution dans l'entreprise, M. Tarrab avance la solution de l'équilibre réaliste, tous facteurs considérés. Puis il ramasse, condense en une sorte de mini-guide les techniques de l'analyse climatique: comment les individus et groupes perçoivent-ils leur milieu de travail? Ensuite, l'auteur aborde et explicite ce qu'est la participation. Il livre en vrac les données d'une vaste enquête sur le terrain, sondage comparatif cadres-cols bleus dans l'industrie de transformation et les services. M. Tarrab termine la première partie du livre par un bref exposé de sa méthode de recherche sur les groupes en voie de se former et de se structurer.

La deuxième tranche est un florilège d'une cinquantaine de recensions-critiques de parutions traitant de questions particulières au management, de techniques employées en ce domaine (le psychodrame, par exemple), et de maints aspects généraux s'y rapportant de près ou de loin.

Ce travail, l'auteur le destine à tous ceux que «la chose administrative» intéresse; étudiants en techniques et sciences administratives, professionnels de la gestion du personnel et du comportement organisationnel, mais aussi professeurs d'administration curieux d'un savoir connexe. La rareté du temps prise en compte, il apparaît que certains textes se lisent limpide entre deux stations de métro. Trois peut-être. Mais d'autres déroutent probablement le lecteur dans les arcanes d'écoles et systèmes

de pensée où M. Tarrab, lui, évolue aisément. Autrement dit, la participation mystique dans la révolution McLuhanienne ou la querelle du behaviorisme préoccupent-elles en vérité le monde fébrile des affaires?

C.A.



Le premier numéro de la neuve «Offensives communautaires et culturelles» donne le ton. Parmi les thèmes qui y sont abordés, citons: Mouvement populaire en bilan; La jeunesse: force de changement social? La question du logement, depuis dix ans; Le folk: festival réflexions et discographie; Si Dieu est mort, il n'a pas emporté la religion en paradis, etc. Selon Robert Boivin, professeur au rassemblement d'animation et de recherche culturelle et membre du collectif-fondateur de la revue, celle-ci veut faire le joint entre deux réalités: les manifestations culturelles d'une part et communautaires d'autre part, de tous les groupes dominés de la société. C'est donc à l'enseignement de l'ouverture qu'oeuvre ce collectif dont l'initiative revient à des gens de l'UQAM: outre M. Boivin, M. Réjean Mathieu, professeur en ARC, Louis Dominique Lavigne, chargé de cours, Carole Benjamin, Guy Lupien et Elodie Martel, étudiants en ARC et Daniel Marchand, étudiant en études littéraires.

Cette publication s'adresse à un public varié, allant des organisateurs communautaires aux animateurs culturels, en passant par les psychologues, militants ou simples consommateurs de culture... «Nous voulons ainsi mettre en contact des gens luttant sur divers fronts afin de briser leur isolement: écologie, éducation logement, mouvement des femmes, théâtre populaire, etc.» A cette fin, d'ajouter Robert Boivin, la revue compte au rang de ses collaborateurs des gens alignés et non alignés, communistes et non communistes, qui peuvent ainsi débattre des diverses options possibles de changement.

Pour survivre, le collectif compte sur les souscriptions des divers groupes, organismes et individus intéressés et surtout, sur les abonnements et la vente en kiosque (2\$ pièce). «Offensives» paraîtra trois fois l'an.

C.G.